

# 1. Quoi ?

---

Le 11 septembre 2001, fascinés, des dizaines de millions de personnes de près de deux cents pays, dont vous peut-être, ont vu en direct le deuxième avion s'encastrent dans une tour du World Trade Center, qui s'effondrait moins d'une heure plus tard. Provoquant un tremblement de terre perceptible physiquement à 250 kilomètres de distance et, métaphoriquement, à l'autre bout de la planète. Et obligeant les États-Unis à clouer au sol aussitôt tous leurs avions civils, soit rien moins qu'un tiers de la flotte mondiale. Jamais un tel massacre n'avait été télévisé. Jamais une attaque n'avait été menée par une organisation terroriste contre une telle concentration de civils. Comme le début d'une guerre d'un genre nouveau. Soulignée anecdotiquement par le fait, ironie de l'Histoire, que le terme devenu mondialement célèbre pour désigner l'endroit où les tours se sont écroulées à New York, « *ground zero* » correspondait au nom de code pendant la guerre froide de ce que les militaires américains considéraient comme vraisemblablement la première cible soviétique en cas d'attaque surprise, le Pentagone.

Comme Goethe assistant à la bataille de Valmy qui assurait la survie de la Révolution française, peut être vous êtes vous dit en substance que « *de ce jour de cette heure date une nouvelle ère dans l'Histoire de l'Humanité* ». À ceci près que l'idéologie de 1789 était fondée sur les droits de l'homme et le refus de l'absolutisme royal de droit divin. Alors que celle d'Al Qaida, au nom d'un totalitarisme religieux et d'un islam qu'il juge dévoyé par la modernité, ne se cache pas de vouloir ramener l'essentiel de l'Humanité treize siècles en arrière quand étaient censés régner autour du Prophète les « compagnons ancêtres » (salafin en arabe, d'où le terme de salafiste actuel).

Ces attentats ont incontestablement provoqué une rupture stratégique fondamentale, sans doute équivalente à ce 6 août 1945

où l'Humanité a découvert qu'elle disposait désormais des moyens de se supprimer elle-même. Le 11 septembre 2001, nous sommes tous entrés dans l'ère de l'hyperterrorisme (en un feu d'artifice d'invention sémantique, on a aussi parlé de mégaterrorisme, terrorisme post-moderne, new terrorism, ou de terrorisme non conventionnel).

Ce concept d'hyperterrorisme a été développé peu après sous la plume de François Heisbourg, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique. Il représente des opérations potentiellement très meurtrières et déstabilisantes, par opposition au terrorisme « classique » qui ne réalise que des attentats à petite échelle, faisant quelques dizaines de victimes. Jusqu'alors, l'attentat le plus meurtrier jamais réalisé avait été l'explosion en vol d'un Boeing d'Air India en 1985, perpétré par des extrémistes sikhs ; 330 morts, neuf fois moins que ceux du World Trade Center. Le 11 septembre, en une heure, les États-Unis ont enregistré trois fois plus de morts du fait d'actes terroristes que lors des trente années précédentes. Ce fut aussi le bilan le plus lourd jamais subi par ce pays, juste derrière Pearl Harbor, ou le 6 juin 1944.

Pour la première fois dans l'Histoire, des nébuleuses transnationales disputent donc la maîtrise de moyens de destruction aux États dont ces derniers avaient l'apanage depuis l'invention du canon et, surtout, du bombardier à long rayon d'action. Rien n'illustre mieux cette nouvelle donne que le contraste entre la cible, au cœur financier de la plus grande puissance militaire, scientifique et politique de la planète, et Al Qaida, qui pour mener son attaque a mobilisé moins de cent personnes, appui logistique compris, et un budget estimé à moins de 200 000 dollars. Une organisation sans territoire, dont l'État-major se terrait dans une grotte afghane et qui trois ans auparavant n'était connue que de quelques experts. Une nation fantôme capable de frapper une Amérique qui n'avait même jamais été attaquée sur son sol continental depuis sa naissance (abstraction faite de la seconde, et méconnue, guerre d'Indépendance avec l'Angleterre, en 1812).

Le 11 septembre marque aussi le début de la véritable mondialisation du terrorisme, qui consistait jusqu'ici essentiellement en le

meurtre de civils par leurs compatriotes pour faire pression sur leur propre gouvernement ; la ville la plus cosmopolite du monde (les victimes se comptaient d'ailleurs parmi 80 nationalités différentes) a été frappée par un réseau créé par un Saoudien, dont l'idéologue était Égyptien, financé jadis par les services secrets pakistanais pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan, implanté depuis dans une trentaine de pays et dont l'objectif ultime au nom d'une doctrine a-historique de l'Islam, est de créer la « oumma », la communauté des croyants de l'Indonésie à... l'Andalousie.

### **Al Qaida, sa vie, son œuvre**

Al Qaida signifie « La base » en arabe. Le nom, peu utilisé par ses propres militants à l'origine, provient en fait d'un manifeste rédigé en 1984 par le premier idéologue du djihad mondial, Abdu Azzam, un dignitaire religieux d'origine palestinienne. Ce texte préconisait l'instauration d'une « base solide », ou « avant garde », un concept proche de celui développé jadis par Lénine pour l'internationale communiste. Abdu Azzam, rejoint peu après par Oussama Ben Laden, a alors fondé le « bureau des services » (MAK) chargé dans la ville pakistanaise de Peshawar du recrutement de combattants, au nombre final de 50 000, face aux Soviétiques en Afghanistan. Bureau financé ou soutenu par les services secrets saoudiens, alors dirigés par le prince Turki, et leurs homologues pakistanais, l'État dans l'État qu'est l'Inter Service Intelligence (ISI), ainsi que diverses institutions islamiques privées, avec l'accord de Washington, qui y voyait là un moyen commode d'embourber l'URSS, mais qui n'a jamais financé directement le MAK pour autant qu'on puisse en savoir<sup>1</sup>. Ce qui, selon Alexis Debat, un historien français spécialiste de la CIA, était d'ailleurs conforme aux règles de sous-traitances entre services secrets, le « management » d'Al Qaida étant laissé aux « locaux » connaissant bien le terrain, l'ISI et les Saoudiens, tandis que la CIA se chargeait de l'achat des armes, en Chine et en Égypte. La CIA n'aurait jamais eu plus de cinq officiers basés en Afghanistan.

Après l'assassinat jamais élucidé d'Abdu Azzam au Pakistan en 1989, Al Qaida, n'a réellement pris son essor qu'en 1996 avec le retour de Ben Laden en Afghanistan, et a fusionné en 1998 avec le Djihad égyptien, mieux doté en cadres et finances et dirigé par Ayman al Zawahri, considéré comme le véritable cerveau des attentats du 11 septembre. Le nom réel d'Al Qaida est donc désormais « *Front islamique mondial pour le Djihad contre les juifs et les Croisés* ». Sa déclaration fondatrice, signée par Ben Laden, Al Zawahri et quatre leaders de petits partis salafistes pakistanais, égyptien ou bengali, fut l'appel lancé en février 1998 selon lequel « *tuer les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires* » et dans tous pays est un devoir individuel des musulmans du monde entier. Cet appel, ou « fatwa » (ordre religieux) ne comportait pas de revendications politiques précises, ce en quoi il tranchait singulièrement avec la quasi-totalité des textes fondateurs d'organisations terroristes. Il estimait simplement en termes généraux que l'Amérique avait déclaré guerre à Dieu en raison de son soutien à Israël, de l'embargo sur l'Irak, du déploiement d'unités militaires près des lieux saints d'Arabie Saoudite depuis la guerre du Golfe de 1991 et du soutien à des régimes arabes « fantoches » et pillant les ressources nationales, afin de diviser le monde musulman. Al Qaida a d'ailleurs commencé à travailler peu après à la déstabilisation de son ancien sponsor, le régime saoudien, conduisant le prince Turki à essayer sans succès d'obtenir auprès des Talibans l'extradition de Ben Laden (ce qui a amené le chef des services secrets saoudiens à démissionner deux semaines avant le 11 septembre...).

Cette « fatwa » en faveur d'une guerre sainte (djihad) d'un nouveau genre, c'est-à-dire extraterritorialisée, à appliquer dans le monde entier et non pas seulement dans un pays sous domination islamique, constituait une rupture doctrinale majeure avec la tradition classique du Coran, souligne Gilles Kepel, un des spécialistes français de premier plan de l'islam. En effet, n'étant pas foncièrement anarchiste, le livre saint des musulmans encadre le djihad de conditions très strictes, tant dans sa déclaration, apanage des docteurs de la foi (un seul des signataires de l'appel de février 1998, Abu Hamza, était un dignitaire religieux, Ben Laden n'ayant pas de formation religieuse particulière) que de

ses objectifs, ou de ses modalités ; le Coran interdit le suicide, le meurtre de musulmans (les Twin Towers compteront beaucoup de victimes pakistanaises) ainsi que le massacre aveugle de civils, ou de femmes, de vieillards et d'enfants (sauf en cas d'embuscade, selon certains exégètes). Ce qui explique sans doute que, malgré la sophistication avec laquelle, dans des vidéos le montrant dans des cavernes afghanes, Ben Laden jouait à singer Mahomet<sup>2</sup> fuyant La Mecque avec ses compagnons il y a treize siècles, l'appel de Ben Laden n'a trouvé aucun écho auprès de l'immense majorité des quelque 1,3 milliard de musulmans de la planète, au vu de la rareté relative des meurtres ou attentats visant des Occidentaux.

Aujourd'hui, Al Qaida, qui disposerait de cellules dans 60 pays, a évolué pour faire face aux rafles ayant décimé ses dirigeants et serait à la fois organisation centralisée autour de chefs historiques et nébuleuse, avec ses organisations rattachées, filiales, franchises, ainsi que soutien logistique, centre d'expertise ou source d'inspiration. C'est à la fois une organisation clandestine et une sorte de « marque » mondialisée du terrorisme salafiste. Si Al Qaida est visiblement « fanatique » ou délirant en matière d'objectifs à long terme, il est en revanche très pragmatique à court terme, comme le démontre Michael Doran, professeur à l'université de Princeton, dans l'article « le Fanatisme pragmatique d'Al Qaida ». Ainsi, malgré le fossé profond entre sunnites et chiites (les premiers considèrent habituellement que les seconds sont de faux musulmans, des schismatiques), Ben Laden s'est toujours refusé à s'attaquer aux chiites. Son organisation aurait même noué des liens avec l'Iran chiite dans les années 1990 et envisageait de le faire avec la Corée du nord athée. Seul, Abu Musah al Zarqawi, parmi les dirigeants d'Al Qaida, a préconisé le meurtre des chiites, notamment en Irak pour provoquer une guerre civile. Ce qui a peut-être incité certains de ses collègues à le « lâcher » récemment, puisqu'il a finalement été liquidé par des unités américaines.

L'objectif clairement affiché d'Al Qaida est de reconstituer l'Oumma, la communauté des croyants, telle qu'elle a existé au IX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire de l'Inde à l'Andalousie, et d'éliminer toute influence occidentale, culturelle, économique, de cette partie du monde. Après avoir eu pour priorité le renversement

l'un après l'autre des régimes musulmans modérés, qualifiés d'impies et de traîtres, le mouvement a changé totalement de stratégie, comme le montre l'attentat du 11 septembre ; même si un renversement des régimes saoudiens, pakistanais ou égyptiens figure toujours parmi ses projets, il s'agit désormais surtout de frapper la tête de « l'hérésie occidentale », pour notamment ébranler sa confiance, clé de sa puissance économique. Les dirigeants d'Al Qaida ne doutent pas de la victoire car « Allah » rend invulnérable face à un Occident perçu comme mou, hédoniste, pusillanime et incapable de sacrifices. Ils sont notamment renforcés dans cette conviction par la doctrine militaire occidentale schématisée (abusivement) par la formule « zéro mort » (parmi les soldats occidentaux comme dans la population civile adverse) appliquée lors de la guerre du Kosovo en 1999. Le slogan clé d'Al Qaida, inspiré de propos du mufti de Jérusalem, grand allié d'Hitler, en 1940, est « *nous gagnerons car nous aimons la mort et vous aimez la vie* ».

Des spécialistes du terrorisme tiraient la sonnette d'alarme depuis des années sur la montée d'une nouvelle forme de violence politique, massive. Dès 1978, Brian Jenkins, un analyste de la Rand corporation considéré comme un des meilleurs spécialistes mondiaux de l'étude du phénomène terroriste et qui n'avait pourtant pas tendance à succomber aux délices du catastrophisme, déclarait lors d'une conférence à Berlin « *Nous approchons une époque où les gouvernements nationaux n'auront plus le monopole des moyens de destruction de masse* ». Et « *il ne sera pas possible de satisfaire tous les griefs réels ou imaginaires de tous les petits groupes qui seront capables de destructions et de désorganisations à grande échelle, ou de se défendre contre chacun d'eux. Dans le futur, des guerres meurtrières pourront être menées [...] par des gens qui n'ont rien à perdre* ».

La revue Foreign Affairs publiait aussi début 1998 un article tout à fait prémonitoire de Richard K. Betts, directeur au Conseil des relations extérieures des États-Unis. Peu après, suite au premier attentat d'envergure d'Al Qaida, contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, la secrétaire d'État des États-Unis, Madeleine Albright, déclarait « *ce qui est nouveau c'est l'émergence de coalitions terroristes qui n'obéissent à aucun gouvernement, qui opè-*

*rent à travers les frontières et ont accès aux hautes technologies* ». Les victimes des attentats sont prises dans une nouvelle confrontation, « *un choc entre la civilisation et l'anarchie, entre le règne de la loi et l'absence totale de règles* ». De nombreux analystes, généralement américains<sup>3</sup>, ajoutaient que le terrorisme apocalyptique constituait la principale menace de la civilisation.

Mais c'est bien le 11 septembre 2001, le « nine eleven » comme disent les Américains, que l'hyperterrorisme s'est incarné dans la psyché collective contemporaine. On est passé ce jour-là de la logique du terrorisme classique « *tuer un et être vu de mille* » à une logique nouvelle « *tuer le plus grand nombre possible et être vu de tous* ». Depuis l'invention du terrorisme moderne, c'est-à-dire télévisé, avec le détournement simultané de quatre avions sur la Jordanie en septembre 1970, mené par l'organisation palestinienne FPLP, le terrorisme semblait parfaitement résumé par la phrase célèbre de l'analyste de la Rand corporation, Brian Jenkins, en 1975, « *les terroristes ne veulent pas beaucoup de morts, ils veulent juste que beaucoup de gens regardent* ». Et le même auteur d'assener « *le terrorisme c'est avant tout du théâtre* ». Ce n'est visiblement plus le cas depuis le 11 septembre.

Le paradoxe étant que le terrorisme de masse a ainsi débuté non à coups d'ADM sophistiquées, mais avec... de simples cutters. Ce qui illustre la confusion souvent faite entre ADM et armes NRBC (nucléaire, radiologique, chimique et biologique). On peut provoquer des destructions massives sans recourir au NRBC, comme l'a montré le 11 septembre ou comme le redoutent les experts des services de sécurité (cyberpannes géantes, destruction de barrages, tanker en folie, etc.). À l'inverse, des armes NRBC peuvent ne pas provoquer des pertes importantes, comme on le verra. Mais en pratique, ADM et NRBC sont souvent à peu près équivalents, tant dans la perception qu'en a le public, qui est tout de même l'aspect essentiel, que dans la stratégie des terroristes.

Mais, en fait, l'hyperterrorisme est né bien avant le 11 septembre 2001.

Il a failli débiter en février 1993 avec, déjà, un attentat contre une tour du World Trade Center, arrogance architecturale, finan-

cière et cosmopolite qui, telle la tour de Babel, défait la souveraineté de Dieu. Ce jour-là, une camionnette piégée par une demi-tonne d'explosif a explosé dans un parking souterrain, tuant douze personnes et faisant trembler tout l'immeuble. L'inspirateur de l'opération, le sheikh égyptien Omar Abdel Rahman, par ailleurs prédicateur des assassins en 1981 du président égyptien Anouar al Sadate coupable d'avoir signé l'accord de paix avec Israël, a été arrêté peu après. Il était proche d'Al Qaida sans en être formellement membre. Les interrogatoires des auteurs de l'attentat, arrêtés pour avoir eu la bêtise de retourner le lendemain chez le loueur de la camionnette déclarer le véhicule volé et réclamer la caution (!!) ont établi que leur objectif était d'ébranler la structure de la tour dans l'espoir de provoquer son effondrement sur sa jumelle. Ce commando ambitionnait donc de réussir un « 11 septembre » avec huit ans d'avance. L'un des membres du commando, Nidal Ayyad, a d'ailleurs averti lors de son arrestation « *la prochaine fois ce sera très précis et le World Trade Center continuera d'être une de nos cibles aux USA* » (l'emploi d'un avion de ligne pour détruire des bâtiments de prestige figurait d'ailleurs effectivement depuis des années, à un rang relativement mineur en terme de danger/probabilité, sur une liste de 150 scénarios d'attaques terroristes élaboré par le Conseil de sécurité des États-Unis. La « tête de liste » était l'emploi d'une bombe atomique...).

Le chef du commando, Ramzi Youssef, qui avait réussi à s'enfuir, s'est ensuite consacré au projet Bojinka consistant à faire exploser simultanément des bagages piégés au triacétonetripéroxyde (un explosif très compact) dans douze avions au-dessus du Pacifique, au départ de Manille, Séoul, Tokyo, Singapour, Bangkok, Taïwan. Cet attentat, dont les détails ont été découverts par la police des Philippines lors d'une perquisition dans un appartement vide de Manille loué par... un beau-frère de Ben Laden<sup>4</sup> en janvier 1995, aurait sans doute provoqué la mort de 4 000 personnes. Pendant trois semaines, il a donc été interdit de transporter toute bouteille ou canette (c'est là que Ramzi Youssef et ses complices comptaient cacher leur explosif selon les plans retrouvés dans un ordinateur portable) dans tout bagage, en soute ou en cabine, de